



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

l'étincelle

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des
travailleurs eux-mêmes »
Karl MARX

PSA Cormelles-le-Royal

15 mars 2017

Pour tout CONTACT :
npacaenpsa@gmail.com

Blog du SECTEUR AUTO du NPA :
www.npa-auto-critique.org

CONTRE UNE ATTAQUE GÉNÉRALE, IL FAUT UNE RIPOSTE GÉNÉRALE !

Macron et son gouvernement veulent la guerre éclair. Après s'être attaqués au Code du travail, voilà qu'ils s'en prennent aux fonctionnaires, aux cheminots, aux jeunes et aux chômeurs. À chacun sa réforme, pourrait-on dire. Mais qu'on ne s'y trompe pas : c'est bien d'une attaque générale qu'il s'agit, d'une épreuve de force politique contre l'ensemble du monde du travail.

Macron joue les matamores et voudrait bien diviser nos rangs, prétendre que les cheminots sont des « privilégiés » (lesquels débutent souvent sous le Smic, d'où les primes que la direction est obligée de consentir !), au moment même où ses copains du CAC 40 annoncent 93 milliards de profits pour 2017.

Alors, pas question de marcher dans leur intoxication. Nous sommes tous le cheminot de quelqu'un, avec ou sans CDI, avec ou sans tel ou tel minable statut, avec ou sans telle convention collective mise en cause, avec ou sans telle ou telle prime... Reste à nous serrer les coudes, à préparer une riposte solidaire et massive, à la hauteur de la provocation gouvernementale.

Tous concernés

Le réseau ferroviaire est vétuste. Mais ce n'est pas la préoccupation de Macron. En cassant le statut de cheminot, il veut simplement que la SNCF puisse licencier ses employés, comme une entreprise ordinaire ! Cela n'entraînerait aucune amélioration pour les autres travailleurs. Cela ne ferait que rendre plus arrogant le grand patronat.

Tout le monde sait aussi que les hôpitaux publics manquent de moyens. Aux Urgences, il faut patienter des heures pour être pris en charge, parfois pour dormir dans un couloir, sur un brancard. Dans les Ehpad (maisons de retraite), les employés doivent courir d'un patient à l'autre. Et dans l'Éducation, c'est du pareil au même. Dans les écoles, les lycées et les facs, les profs font cours à des classes ou à des amphithéâtres surpeuplés. La seule chose qu'on propose aux jeunes des classes populaires, c'est de nouveaux obstacles à l'entrée à l'université, un parcours du combattant ultra sélectif dénommé « Parcoursup ».

Que propose le gouvernement ? Un plan massif de 120 000 suppressions de postes de fonctionnaires et le

développement des contrats précaires.

Tous ensemble le 22 mars : comme le redoute le patronat, les cheminots ne seront pas isolés !

Il n'y a pas que les cheminots à être en colère contre la dégradation de leur salaire et de leurs conditions de travail. Il y a toute la fonction publique, dont l'hospitalière. Il y a le monde de l'éducation, dont une bonne partie de sa jeunesse.

Leur colère aura mille raisons de se joindre à celle des travailleurs du secteur privé : des grévistes d'Air France, des salariés de Tupperware à Joué-lès-Tours qui viennent d'être jetés dehors, de ceux de Ford à Blanquefort menacés du même sort. Sans oublier la colère des trois millions et demi de chômeurs que compte le pays.

Le 15 mars, le personnel des Ehpad et des services à domicile, les hospitaliers, les retraités et les jeunes seront en grève et manifesteront. Le 22 mars, tous les travailleurs du secteur public et de nombreux travailleurs du privé sont appelés à la grève. Il faut tous en être, et saisir ces occasions pour nous retrouver dans la rue. Évidemment, une ou deux journées, même en étant nombreux, ne suffiront pas à faire plier le gouvernement. Mais c'est le moment de nous réunir pour évoquer des problèmes qui sont l'affaire de tous. C'est le moment de nous organiser, de décider démocratiquement de ce que nous voulons, pour parler d'une seule voix à nos patrons. C'est le moment de nous coordonner, de combattre avec les salariés du service ou de l'entreprise d'à côté.

Alors oui, il faudra plus qu'une ou deux journées. Il faudra prolonger et généraliser les grèves. **À nous de construire le mouvement d'ensemble qui pourra doucher l'ardeur guerrière du président des riches.**

Ce bulletin t'a plu ? Oublie-le où tu veux qu'il soit lu...

Ce bulletin t'a plu ? Oublie-le où tu veux qu'il soit lu...

Toutes nos excuses...

...à nos lecteurs, et d'abord aux salariés impliqués dans l'accident du travail au Montage des pivots. C'est par erreur que le tract du 28 février dernier annonçait la mise à pied du collègue victime de l'accident du travail et celle du collègue qui a redémarré la machine. Aucune sanction n'a été prise contre eux pour l'instant, et c'est tant mieux.

Moralité : le rédacteur de l'article tournera sept fois son stylo dans sa bouche avant de reprendre la plume.

La prime...à 1 vraie augmentation pour tous

Comparés à nos salaires, les 2 400 euros nets de la prime d'intéressement peuvent paraître une belle somme. Mais rapportés aux 2,35 milliards de profits du groupe, il y a déjà de quoi relativiser.

De plus, les intérimaires n'y ont pas droit alors qu'ils contribuent largement aux bénéfices du groupe. Et ceux qui ont été malades ou ont pris des congés parentaux sont pénalisés et toucheront moins.

C'est tous les mois, intégrée au salaire, qu'il nous faut une augmentation. Et 400 euros de plus pour chacun, nous le valons bien.

Embauchez nos camarades

Depuis quelques mois, les intérimaires sont de plus en plus nombreux parmi nous. Ils étaient 239 à la fin du mois dernier.

De toute évidence, bien des tâches ne pourraient être effectuées sans eux. L'embauche en CDI de tous ceux qui le souhaitent serait d'une logique élémentaire. Mais parfois, il faut un peu « aider » les patrons pour qu'ils la retrouvent, cette logique-là...

Surexploitation sans frontières

Jeudi 1^{er} mars, PSA a annoncé ses résultats pour l'année 2017 : un bénéfice net de 1,9 milliard d'euros, en hausse de 11,5 %. Les ventes sont en hausse de 15,4 % avec 3,63 millions de véhicules vendus. À comparer aux 19 € d'augmentation pour les plus bas salaires. Quant aux salariés d'Opel en Allemagne et en Grande-Bretagne, racheté cette année par PSA, des dirigeants grassement payés affirment qu'ils coûtent trop cher et que certaines usines risquent la fermeture pour « surcapacités ». Tavares proclame que « les

leaders impopulaires d'aujourd'hui seront les héros de demain ». On a envie de lui répondre : « Ou pas ».

Mulhouse : c'est vraiment ça le futur ?

La nouvelle ligne de production de PSA Mulhouse, présentée comme l'« usine du futur », a du mal... à entrer dans le présent. Les pannes se succèdent, au point que les maintenanciers ne savent plus où donner de la tête. La direction rejette la faute sur certaines des entreprises sous-traitantes qui ont conçu la ligne.

Des plaintes en justice plutôt que les embauches manquantes ? Pas sûr que ça résolve les problèmes...

Écran de fumée pour le 8 mars à Douvrin

Le 8 mars, la direction de la Française de Mécanique à Douvrin, une usine du groupe PSA, a invité la nouvelle miss France à venir dans l'usine rencontrer les ouvrières... Un subterfuge pour masquer le fait que là-bas comme ailleurs, les patrons s'accommodent très bien des inégalités Hommes-Femmes.

À Douvrin, les ouvrières constituent 10 % de l'effectif et seulement 6 % sont en CDI, 32 % ont un statut précaire, ce qui fait qu'elles ont les plus bas salaires, à peine le SMIC...

« Sans égalité, pas de liberté »

En Espagne ce 8 mars, plus de 5 millions de travailleuses et de travailleurs ont suivi la grève et les débrayages et alimenté les manifestations pour défendre les droits des femmes.

Les différences salariales avoisinent en Espagne les 15 %, et plus d'un tiers des femmes subit la pauvreté et l'exclusion. La lutte pour l'égalité, c'est bien l'affaire de tous, et elle ne fait que commencer !

Actionnaires gavés, salariés jetés

Les entreprises du CAC40 annoncent 93,4 milliards de profits pour l'année 2017 : c'est 24 % de plus que l'année d'avant. Pluie de milliards pour les actionnaires = exploitation accrue des salariés : cadences infernales, blocage des salaires, voire licenciement comme chez Carrefour qui va supprimer 2400 postes et à l'usine Ford de Blanquefort (915 salariés, 2 000 emplois induits) près de Bordeaux que le patron menace de fermer.

« COMMENT ARRÊTER MACRON ? », une assemblée de débat avec les militants du NPA

Avec Macron et Philippe, les droits des travailleurs et travailleuses doivent devenir une relique du passé. Les retraités sont traités de « génération dorée ». Les services publics (éducation, santé, transports,...) sont dans la ligne de mire, et les licenciements pleuvent dans le privé. La chasse aux migrants est ouverte.

Pour échanger sur cette situation, réfléchir à ce qu'il faut faire pour stopper le gouvernement, le NPA organise une **réunion de débat**. Nous invitons **Jean-Claude LAUMONIER**, militant syndical, militant du NPA engagé de longue date dans les luttes dans la santé pour faire le point et animer la discussion.

**Mercredi 28 mars
à 20h00 à Caen
Salle municipale du
Calvaire Saint-Pierre**